

Chapitre IV (03) LA CONFRONTATION EST-OUEST DE 1945 AU MILIEU DES ANNEES 1970

I. L'INSTALLATION DANS LA GUERRE FROIDE

Quel engrenage conduit aux premières crises de la guerre froide ?

A. La coupure de l'Europe en deux blocs

1. L'effritement de la Grande Alliance

La **dégradation des relations** entre les États-Unis et l'URSS, entamée en 1945, s'accélère rapidement. Les ennemis vaincus, les **oppositions idéologiques** s'affirment à nouveau et des **conflits d'intérêts** surgissent. Le maintien de l'**Armée rouge** dans les territoires d'Europe de l'Est qu'elle a libérés et la **puissance des partis communistes** dans cette région inquiètent les Anglo-Saxons; dans un **discours prononcé à Fulton** en mars 1946, Churchill dénonce le «rideau de fer» qui se serait abattu entre l'Ouest et l'Est de l'Europe. De leur côté, les Soviétiques réclament l'interdiction de la bombe atomique qui confère aux États-Unis une puissance nouvelle.

2. Le plan Marshall

Les tentatives de l'URSS pour **imposer à la Turquie son contrôle sur les Détroits** en 1946 et le **développement de la guérilla communiste en Grèce** en 1947 décident les Américains à accorder leur soutien à ces deux pays. Le 12 mars 1947, le président Harry Truman énonce la doctrine du **containment** : les États-Unis sont décidés à prendre la tête du «monde libre» pour endiguer l'avancée communiste. Dans ce but, le 5 juin, le secrétaire d'État George Marshall propose aux Européens un **plan d'aide économique**. L'offre est acceptée par les pays d'Europe occidentale mais refusée par les pays d'Europe de l'Est sous la pression des communistes. **Douze millions de dollars de prêts** et de dons vont ainsi être répartis entre les nations bénéficiaires par un organisme créé en 1948, véritable embryon de la construction européenne occidentale : l'**Organisation européenne de coopération économique** (OECE).

3. La radicalisation soviétique

L'URSS appelle à **mobiliser les forces communistes** contre ce qu'elle qualifie de «**manœuvre impérialiste**» : en septembre 1947, lors de la réunion en Pologne des dirigeants des partis communistes européens, **Andrei Jdanov**, secrétaire du PCUS, annonce que l'URSS **prend la tête** des «forces anti-impérialistes». Un mois plus tard, le **Kominform** est fondé pour coordonner cette lutte. **L'Europe est désormais scindée en deux camps**, l'un socialiste, l'autre capitaliste.

B. L'ère des confrontations

1. La première crise de Berlin (1948-1949)

Les modalités d'occupation et d'administration de l'Allemagne par les quatre vainqueurs sont l'occasion du premier affrontement entre les deux camps. **En juin 1948, Américains, Britanniques et Français fusionnent leurs zones** appelées à bénéficier de l'aide Marshall. Dénonçant une violation des accords de Potsdam, l'URSS décide de **bloquer l'accès ferroviaire et**

terrestre à Berlin-Ouest avec l'espoir de faire tomber l'ensemble de l'ancienne capitale dans la zone soviétique. Mais, mis en échec par un **pont aérien**, Staline lève le blocus onze mois plus tard. La crise débouche sur la **division de l'Allemagne en deux États** : la République fédérale d'Allemagne puis la République démocratique allemande.

2. La guerre de Corée (1950-1953)

Au même moment, le **communisme progresse en Asie** : le **1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la République populaire de Chine** ; en juin 1950, les troupes de la Corée du Nord, où les Soviétiques ont favorisé la mise en place d'un régime communiste, envahissent la Corée du Sud pro-occidentale. Les États-Unis obtiennent l'envoi, sous la bannière de l'ONU, de troupes commandées par le général MacArthur. La guerre fait 595000 victimes (dont 50 000 Américains). En juillet 1953, l'**armistice de Panmunjom** stabilise le front sur le 38^e parallèle.

3. L'escalade des armements

Les **États-Unis et l'URSS, dotée de la bombe A en 1949**, développent leurs arsenaux atomiques. Simultanément, des **dispositifs d'alliances militaires** s'organisent. Le **Pacte Atlantique**, signé le 4 avril 1949, place le Canada et 10 États européens sous le parapluie nucléaire américain et donne naissance à l'**organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)**. À l'est, l'URSS signe des accords militaires avec chaque démocratie populaire avant de les rassembler en 1955 dans le **pacte de Varsovie**.

II. LES ETATS-UNIS, LEADER DES DEMOCRATIES LIBERALES

Quelle attraction le modèle américain exerce-t-il sur le "monde libre" ?

A. Une vieille démocratie libérale

1. Un régime présidentiel

Le régime politique américain est régi depuis 1787 par la même Constitution, complétée au fil du temps par 27 amendements qui concourent à assurer le **respect des droits et des libertés des individus** dans cette **démocratie libérale**. Les États-Unis sont une **république fédérale** dans laquelle la **séparation des pouvoirs est stricte** : le pouvoir législatif appartient au Congrès formé de deux chambres ; le pouvoir exécutif est incarné par un **président** de la République puissant (on parle de **régime présidentiel**) mais que la procédure **d'impeachment** permet de destituer en cas de trahison ou de forfaiture. Ainsi, en 1974, le président Nixon, mis en cause dans l'affaire du **Watergate**, démissionne. **L'importance des contre-pouvoirs**, notamment de la presse, et la **liberté des débats** entre les partis républicain et démocrate qui dominent la vie politique renforcent la démocratie.

2. La croisade anticommuniste et ses dérives

Le plan Marshall et les premiers engagements pour tenter d'endiguer les progrès du communisme mettent définitivement **fin à la tradition isolationniste** qui fut longtemps celle des États-Unis. Le Pacte atlantique n'est que le premier d'une série de systèmes d'alliances (ANZUS, OTASE, Pacte de Bagdad) et d'accords, conclus dans le but déclaré d'assurer la sécurité collective du monde libre. La **croisade contre le «fascisme rouge»** est légitimée par une **propagande intensive** qui suscite une véritable **culture de la peur**.

Dans la première moitié des années 1950, cette croisade atteint son paroxysme : sous la direction du sénateur **Joseph Mac Carthy**, la puissante commission des activités anti-américaines

entrepris la «**chasse aux sorcières**» contre tous ceux qui sont soupçonnés de sympathies communistes ou même progressistes.

B. Le triomphe du capitalisme libéral

1. Le pays de la libre entreprise

Le dynamisme économique américain est intimement lié au modèle du **capitalisme libéral**. La **propriété privée** est un droit sacré. La primauté de l'**initiative individuelle**, l'**esprit de concurrence** et la **recherche du profit** commandent le fonctionnement de la vie économique. La foi dans les vertus du système est confortée par la puissance économique du pays qui entre dans la «société d'abondance», (John K. Galbraith). L'**intervention étatique** n'est pourtant pas totalement absente : les pouvoirs publics jouent un rôle important par le biais des **politiques monétaires et budgétaires** et des **subventions à la recherche**.

2. Les moyens financiers d'une hégémonie mondiale

La domination américaine s'appuie sur la **diplomatie du dollar**, facilitée par le **système de Bretton Woods** qui, de 1945 à 1971, fait de la monnaie américaine la référence de tous les échanges. La **libéralisation du commerce international**, assurée par le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) et contrôlée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, place les États-Unis dans une situation prééminente. L'abondance de la monnaie et des produits américains rend les **États de l'Europe occidentale dépendants des États-Unis**.

3. La séduction de l'*American way of life* et ses limites

Le développement des échanges entre les États-Unis et leurs alliés favorise la **diffusion du mode de vie américain**, symbolisé par des produits aussi divers que le Coca-Cola (arrivé en France en 1949), le jazz et le rock'n'roll, le cinéma hollywoodien... Les États-Unis continuent aussi d'apparaître comme une «**terre promise**». Pour autant, le fonctionnement de la société américaine reste très discuté. Les années 1960 sont celles d'une **prise de conscience de la pauvreté et de la discrimination**.

Sous les présidents J. E. Kennedy et L. Johnson, des **systèmes de soins et de protection sociale** (*Medicare et Medicaid*) sont créés. Le **combat des Noirs** pour la conquête de leurs droits civiques débouche sur l'instauration de la **discrimination positive** (***Affirmative action***), le vote du *Civil Rights Act* (1964) et du *Voting Rights Act* (1965). Mais dans le domaine social, les alliés européens des États-Unis offrent un modèle plus conforme aux principes d'égalité et de justice.

III. L'URSS A LA TÊTE DU BLOC COMMUNISTE

Quel modèle l'URSS impose-t-elle aux États du bloc de l'Est ?

A. Le système soviétique

1. La dictature au nom du «peuple»

L'État soviétique affiche pour ambition l'instauration d'une **société sans classes** dans laquelle la prospérité permettra de donner à chacun "selon ses besoins". La **dictature au nom du prolétariat**, puis du «peuple tout entier», est présentée comme une étape nécessaire pour y parvenir. Cette dictature est exercée par un **parti unique**, le parti communiste, qui contrôle l'appareil d'État et fonctionne selon le principe du **centralisme démocratique**. À sa tête, **Staline**, secrétaire général de 1922 à 1953, exerce un pouvoir

sans partage et fait l'objet d'un **culte de la personnalité** alors sans équivalent.

Son successeur, **Nikita Khrouchtchev**, le dénonce en 1956 lors du **XXe congrès du parti**. Il annonce «la restauration de la légalité socialiste». C'est la fin des grands procès et des purges et le **début de la déstalinisation**. Une **relative libéralisation** s'amorce, marquée par l'assouplissement temporaire de la censure et des mesures pour réduire la centralisation et la bureaucratie. Les fondements du régime ne sont pas pour autant remis en cause.

2. Une société sous surveillance

L'État encadre l'individu et contrôle la pensée. Les organes de **propagande** et d'information mais aussi l'école, les **organisations de jeunesse**, de travail et de loisir encadrent tous les aspects de la vie. L'**appareil policier** est puissant: les ministères des Affaires intérieures et de la Sécurité d'État sous Staline, puis le **KGB** (Comité de la Sécurité d'État) à partir de 1954, veillent à ce que les libertés, pourtant proclamées dans la constitution, ne s'exercent que «conformément aux intérêts des travailleurs et en vue d'affermir le système socialiste». Les opposants encourent le **goulag** ou, à partir des années 1970, l'**expulsion**, l'**assignation à résidence**, l'**internement** en hôpital psychiatrique.

3. Une économie étatisée

Au lendemain de la guerre, la **collectivisation** des biens et des moyens de production est étendue aux régions annexées. Des **plans quinquennaux impératifs**, conçus de manière très centralisée, règlent la production, orientée en priorité vers le **développement des industries lourdes**. Sous Khrouchtchev et Brejnev des réformes sont tentées pour améliorer la productivité, en développant l'autonomie des entreprises et en tenant mieux compte des réalités régionales. Mais elles ne remettent pas en cause les fondements d'un système qui **brime l'initiative individuelle** et qui substitue des règles administratives aux règles de l'économie de marché. Le **niveau de vie reste bas**, de nombreux besoins quotidiens ne sont pas satisfaits. Une élite privilégiée, la **nomenklatura**, bénéficie d'avantages considérables.

B. Un modèle conquérant

1. La mise sous influence de l'Europe de l'Est

À partir de 1947, la **soviétisation des États de l'Europe de l'Est** s'accélère. Les **démocraties populaires** sont soumises au «grand frère». Elles ont une organisation politique et économique calquée sur celle de l'URSS. Les dirigeants qui font prévaloir les intérêts nationaux sur ceux de Moscou sont éliminés. Une série d'institutions resserrent les liens entre les pays appartenant au bloc. Elles visent à assurer le **contrôle politique** (***Kominform***) et **militaire** (traités bilatéraux puis **pacte de Varsovie**) de l'URSS sur ces pays, mais aussi sa **mainmise sur l'économie** (création en 1949 du **CAEM**, Conseil d'entraide économique). Cette domination ne s'exerce pourtant pas sans résistances comme l'attestent les **soulèvements** qui secouent les pays du bloc : en **RDA** en 1953, en **Pologne** et en **Hongrie** en 1956, en **Tchécoslovaquie** en 1968.

2. L'éphémère contrôle de la Chine communiste

La République populaire de Chine, proclamée par **Mao Zedong**, s'organise sur le modèle politique et économique soviétique. En février 1950, la Chine et l'URSS signent un traité d'alliance. Mais la stratégie de développement calquée sur le modèle soviétique se révèle inadaptée. En 1958, Mao Zedong affirme son intention de s'engager dans la voie qui conduit au communisme «encore plus, encore mieux et encore plus vite». En **1960**, c'est la **rupture**. Elle modifie les données de l'affrontement Est-Ouest en Asie.

IV. LES ILLUSIONS DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE (1953-62)

Pourquoi le dégel n'empêche-t-il pas l'éclatement de graves crises ?

A. S'entendre pour dominer

1. Les signes du dégel

La **mort de Staline**, le 5 mars 1953, semble ouvrir une ère nouvelle. La même année, l'**armistice de Panmunjom** met fin à la guerre en Corée. En juillet 1954, les **accords de Genève**, qui marquent le retrait de la France d'Indochine, reconnaissent le gouvernement communiste d'Hô Chi Minh au nord du 17^e parallèle. En Europe, l'URSS accepte le **traité de paix avec l'Autriche**. Khrouchtchev adopte en effet une attitude plus conciliante avec l'Occident ; en 1956, il affirme vouloir appliquer "la politique léniniste de **coexistence pacifique** des différents États".

2. La cogestion du monde?

Un **pacte tacite** permet à chacun des deux Grands de faire régner l'ordre dans son camp. En 1954, les États-Unis obtiennent que les **États latino-américains** s'engagent à agir en commun contre le Communisme. En 1956, quand les Soviétiques écrasent l'**insurrection hongroise**, les Américains n'interviennent pas. Les protestations du Tiers-Monde naissant contre la **bipolarité du monde** n'entament en rien cette situation.

La **décolonisation** provoque au contraire l'**ingérence des deux Grands dans d'autres régions du monde** : le 26 octobre 1956, la France et le Royaume-Uni déclenchent, avec l'aide d'Israël, une opération militaire pour s'opposer à la **nationalisation de la Compagnie du canal de Suez** décidée par le nouveau dirigeant égyptien, **Nasser**. Le 5 novembre, le gouvernement soviétique se dit «résolu à recourir à l'emploi de la force pour écraser les belligérants». Les États-Unis, qui ne veulent pas couvrir une opération de reconquête coloniale, font pression sur leurs alliés. Les troupes doivent se retirer, remplacées par les premiers Casques bleus. La crise de Suez achève de ruiner l'influence des Européens au Moyen-Orient au profit des États-Unis et de l'URSS.

B. La persistance des rapports de force

1. L'équilibre de la terreur

Le dialogue ne signifie pourtant pas que les deux Grands renoncent à faire triompher les idéologies qu'ils défendent. Les relations internationales restent fondées sur l'**équilibre de la terreur** entretenu par la **possession de l'arme nucléaire**. Jusqu'au milieu des années 1950, les États-Unis conservent la supériorité, ils menacent leurs adversaires de **représailles massives** en cas d'agression. En 1957, le lancement de **Spoutnik** révèle à l'Occident les progrès technologiques de l'URSS. Les États-Unis répliquent par la **création de la NASA** (agence spatiale américaine). La conquête de l'espace s'inscrit dans la logique de la **course aux armements** ; de part et d'autre, on fabrique toujours plus de missiles, de plus en plus sophistiqués.

2. La construction du mur de Berlin

À partir de novembre 1958, la **tension en Europe est ravivée** : Khrouchtchev exige que Berlin-Ouest soit rattachée à la RDA ou, à défaut, qu'elle devienne une ville libre et neutre, ce qui impliquerait que les Alliés renoncent à leur droit d'occupation. Les États-Unis résistent. Dans la **nuit du 12 au 13 août 1961**, le gouvernement de la RDA décide la construction d'un mur qui rend impossible la libre circulation entre les deux Allemagne. L'hémorragie de réfugiés de l'Est cherchant à l'Ouest une vie

meilleure cesse. Le «mur de la honte» matérialise la coupure de l'Europe en deux.

3. La crise des fusées de Cuba

La crise qui éclate à Cuba met le monde au bord du conflit nucléaire. L'**arrivée au pouvoir de Fidel Castro** menace les intérêts américains dans l'île. À la réforme agraire et à la nationalisation des raffineries de pétrole décidées par Castro répondent des **mesures de rétorsion commerciale** et le **soutien des États-Unis aux exilés anti-castristes** qui tentent de reprendre le pouvoir (débarquement de la **baie des Cochons** en avril 1961). Castro se rapproche de l'URSS, qui décide d'installer sur l'île des **rampes de lancement de missiles**. La découverte de ces installations déclenche en octobre 1962 la crise la plus grave de la guerre froide. Le président Kennedy exige le **démantèlement du dispositif** et donne l'ordre à la marine américaine d'intercepter tout navire transportant des armes. Finalement, l'URSS cède, mais elle obtient le **démantèlement des fusées américaines en Turquie** et l'assurance que les États-Unis n'interviendront pas à Cuba.

V. LA DETENTE (1962-1975)

Pourquoi, durant la Détente, les affrontements se déplacent-ils vers le Tiers-Monde ?

A. La limitation des armes nucléaires

1. La peur nucléaire

La crise de Cuba a provoqué une **prise de conscience** des dangers que fait courir à la planète la course aux armements. Dès 1963, une liaison directe, le «**téléphone rouge**», est installée entre la Maison-Blanche et le Kremlin. Les stratèges américains abandonnent la théorie des représailles massives pour celle de la **riposte graduée**. L'URSS accélère son effort militaire pour atteindre la parité avec les États-Unis. Mais le coût de plus en plus élevé des programmes militaires et la crainte de voir augmenter le nombre de pays détenant la bombe atomique conduisent les deux Grands à négocier des **accords pour contrôler le développement de l'arme nucléaire**.

2. Des accords de limitation

Les premiers traités signés en 1963 et 1968 visent à **limiter les essais nucléaires** et à **empêcher la prolifération**. La **Chine et la France**, nouvelles puissances nucléaires, **ne le signent pas**, manifestant ainsi leur refus de l'ordre imposé par les Grands. La Chine est alors en rupture totale avec l'URSS à laquelle des incidents de frontières l'opposent entre 1962 et 1969. La France, sous la présidence du général de Gaulle, entend mener une politique indépendante, que manifeste aussi son retrait du commandement intégré de l'OTAN en 1966. Cependant, la concertation entre les États-Unis et l'URSS se poursuit avec la **signature des accords SALT 1** par Nixon et Brejnev en 1972.

B. La normalisation des relations Est-Ouest

1. La «diplomatie du sourire»

Les **rencontres entre dirigeants américains et soviétiques** se multiplient : entre Johnson et Kossyguine (1967), entre Nixon et Brejnev (1972, 1973, 1974), entre Ford et Brejnev (1974). La visite du président **Nixon à Pékin en février 1972** profite des dissensions entre l'URSS et la Chine communiste, et conduit à l'admission de celle-ci à l'ONU. Le **développement des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest** est spectaculaire. L'URSS a besoin des céréales américaines et des technologies

occidentales. Les États-Unis, concurrencés par la CEE et le Japon, y trouvent un nouveau marché.

2. L'apaisement en Europe

Le nouveau climat profite à l'Europe. À partir de 1969, le chancelier de la RFA, Willy Brandt, pratique l'**l'ostpolitik**. En 1970, il signe avec l'URSS, puis la Pologne, des accords qui garantissent les frontières héritées de la Seconde Guerre mondiale. En 1972, **RFA et RDA se reconnaissent mutuellement**, ce qui leur permet d'entrer l'année suivante à l'ONU. Une **Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe** adopte en 1975 à Helsinki un acte qui confirme l'**inviolabilité des frontières** des États et affirme l'**attachement des États participants aux droits de l'homme**.

C. Le déplacement des tensions vers le Tiers-Monde

1. Les illusions du non-alignement

En 1961, les pays issus de la décolonisation se regroupent au sein du **mouvement non-aligné**. En réalité, ils se divisent sur l'attitude à adopter vis-à-vis des Grands, facilitant l'ingérence de ces derniers dans leurs affaires. **Le Tiers-Monde devient un champ d'affrontement Est-Ouest**. En Amérique latine, les États-Unis interviennent pour enrayer les progrès du marxisme ; en 1973, ils contribuent au renversement du régime socialiste instauré par Salvador Allende au **Chili**. En Asie, ils tentent d'empêcher la progression du communisme dans la **péninsule indochinoise**.

2. La guerre du Vietnam

La guerre qui oppose le Nord-Vietnam communiste, soutenu par l'URSS, au Sud-Vietnam, appuyé par les États-Unis, est **le plus meurtrier des conflits du Tiers-Monde**. Les soldats américains, engagés à partir de 1965, s'enlisent dans une « sale guerre » malgré les **bombardements importants** et le recours massif aux **armes chimiques**. La désapprobation d'une partie de l'opinion américaine et internationale amène le président Nixon à entamer des **négociations à partir de 1968**. Les **accords de Paris de janvier 1973** signent le retrait américain ; mais la guerre se poursuit, aboutissant en 1975 au **triomphe des communistes dans toute la péninsule indochinoise**.

VI. L'INSTALLATION D'UNE TENSION DURABLE AU MOYEN-ORIENT

Comment le Moyen-Orient se transforme-t-il en une véritable
poudrière ?

A. L'impossible partage de la Palestine

1. La naissance d'Israël

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le génocide paraît justifier auprès de l'opinion internationale **la création d'un État juif** que les **sionistes** réclament. Les Britanniques, qui exercent depuis 1919 un mandat sur la Palestine, ont promis d'y installer un « foyer national juif » (**déclaration Balfour**). Mais ils sont partagés entre cette promesse et **les pressions du monde arabe** qui réclame l'arrêt de l'immigration juive. En 1947, en butte au terrorisme des deux parties, ils saisissent l'ONU qui propose de **partager la Palestine en deux États**. Malgré l'**opposition de la Ligne arabe**, le plan de l'ONU est adopté. Le **14 mai 1948**, **Ben Gourion proclame la naissance d'Israël**.

2. Le refus du monde arabe

Le 15 mai 1948, les armées de la **Ligue arabe** envahissent le jeune État. Elles sont écrasées par les Israéliens. Des accords

d'armistice sont signés. La surface d'Israël dépasse de 40% celle prévue par le plan de partage. La Jordanie et l'Égypte annexent les restes de ce qui aurait dû constituer un État arabe palestinien. Ainsi, les **Palestiniens sont privés d'Etat**. Une minorité demeure en Israël ; les autres se réfugient dans les États voisins, où ils sont regroupés dans des camps créés par l'ONU.

B. L'entrée du Moyen-Orient dans la guerre froide

1. La progression communiste endiguée par les États-Unis

Dans le même temps, d'autres foyers de tension surgissent. Sous la pression des nationalistes, **les Français évacuent la Syrie et le Liban**. **Les Britanniques quittent la Jordanie** et retirent tout ou partie de leurs forces militaires **d'Irak et d'Égypte**.

L'URSS essaye d'étendre son influence mais elle se heurte aux États-Unis. **La Turquie est amarrée au bloc occidental** grâce à l'aide Marshall puis admise dans l'OTAN en 1952. En Iran, en 1953, le gouvernement Mossadegh, soupçonné de faire le jeu des communistes, est renversé avec l'aide de la CIA. **Le chah d'Iran devient l'allié des États-Unis**. Le **pacte de Bagdad** (1955), qui unit la Turquie, l'Iran, l'Irak, le Pakistan et le Royaume-Uni, participe aussi au **processus d'endiguement du communisme**. Mais les États-Unis tentent en vain d'y faire entrer l'Égypte.

2. La crise de Suez, un tournant

L'arrivée au pouvoir en Égypte de **Gamal Abdel Nasser** entraîne l'**ingérence des Soviétiques** dans la région. Les États-Unis ayant refusé de lui livrer des armes, en 1955, il conclut un accord avec l'URSS. Après la crise de Suez, **l'URSS finance la construction du barrage d'Assouan et l'équipement de l'armée égyptienne**. Elle s'allie aussi avec l'Irak et la Syrie et soutient les Palestiniens. Les États-Unis réussissent à se concilier à la fois Israël et les pays arabes « modérés », Jordanie, Arabie saoudite, Liban.

C. L'éveil palestinien

1. Deux nouvelles guerres israélo-arabes

L'intervention des Casques bleus après la crise de Suez n'apaise que temporairement les tensions entre Israël et ses voisins. Le 5 juin 1967, Israël déclenche **la guerre des Six-Jours** ; elle s'empare de la Cisjordanie, de Gaza, du Sinaï et du plateau du Golan et annexe Jérusalem. **La guerre du Kippour**, déclenchée en 1973 par l'Égypte et la Syrie, ne remet pas en cause cette expansion. Dans les deux cas, l'ONU a pu imposer **un cessez-le-feu** aux belligérants grâce à l'accord des deux Grands. Cependant la résolution 242, qui énonce les conditions de la paix, reste lettre morte.

2. Un « peuple sans État »

L'importance des territoires occupés par Israël modifie durablement les données du conflit. Les Palestiniens, soumis à l'occupation ou réfugiés dans des camps en Jordanie, au Liban ou en Syrie, s'organisent. **l'OLP** (Organisation de libération de la Palestine), créée en 1964 et dirigée à partir de 1969 par **Yasser Arafat**, prône l'**action terroriste** avec pour objectif **la destruction d'Israël**. Ainsi l'instabilité de la région s'accroît. Jusqu'alors, le conflit opposait l'État d'Israël aux États arabes ; un troisième acteur intervient : un « peuple sans État ».